

Le 5 juin 2020

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Bureau du premier ministre
80, rue Wellington
Ottawa ON
K1A 0A6

L'honorable Carolyn Bennett
Ministre des Relations Couronne-Autochtones
Chambre des communes
Ottawa ON
K1A 0A6

Monsieur le Premier ministre Justin Trudeau,
Madame la Ministre Carolyn Bennett,

OBJET : Report de la publication d'un plan d'action pour le Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées

Je vous écris pour vous faire part de nos graves préoccupations au sujet de la récente décision de reporter l'annonce d'un plan d'action complet visant mettre en place les 231 appels à la justice indiqués dans le Rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Il y a plus d'un an, l'Enquête nationale a déterminé que, « les atteintes et les violations aux droits de la personne et des Autochtones commis et perpétrés par l'état canadien s'apparentent à un génocide contre les femmes, les filles et les personnes 2ELGBTQQIA autochtones. »

Plutôt que de reporter indéfiniment la publication d'une stratégie complète pour donner suite au rapport, nous vous évertuons de réaffirmer votre engagement à la réconciliation et de donner suite aux appels à la justice de l'Enquête. Cela comprend des rencontres avec la *Native Women's Association of Canada*, qui s'est offerte pour aider le gouvernement à élaborer le Plan d'action national et a publiquement affirmé qu'elle était prête à faire le nécessaire pour le faire avancer. Il faut agir maintenant pour réduire la perte de vie, empêcher d'autres préjudices et poursuivre le processus de guérison pour les personnes qui souffrent.

À titre de syndicat, nous sommes engagés à prendre une action qui protégera les droits de la personne, favorisera le respect et la confiance réciproques et incitera à l'inclusion. Nous croyons que les appels à la justice amélioreront le système d'éducation financé à même les deniers publics en Ontario, toutefois, le public et les peuples autochtones ont besoin d'action et non de plus amples délais.

Il est essentiel que vous reveniez sur votre décision de repousser l'annonce de vos plans pour la mise en place du Plan d'action national qui aborde les préoccupations soulevées dans l'Enquête nationale et des 231 appels à la justice. La consultation et la collaboration auprès des peuples autochtones doivent se poursuivre et nous incitons fortement le gouvernement à annoncer un plan afin que le processus de guérison puisse commencer et que des changements pertinents puissent survenir pour empêcher d'autres décès et préjudices.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.



Harvey Bischof
Président, OSSTF/FEESO

DE/mo cope 343 /jg cope 343